La relance de l'Union du Maghreb Arabe est-elle possible dans le contexte géopolitique régional ?

Professeur Azzouz KERDOUN

Université de Constantine 1

*Directeur du laboratoire Maghreb- Méditerranée
Vice-président du Comité des droits Economiques,
Sociaux et Culturels des Nations Unis*

Résumé

Vingt quatre ans après la signature du traité constitutif, l'Union du Maghreb Arabe s'est révélée un appareil bureaucratique vide de tout contenu réel. Dès lors l'UMA vit davantage dans la fiction que dans la réalité. Aujourd'hui, il semble que la donne a changé à la faveur des évènements régionaux et internationaux. Même s'il est admis que les considérations économiques sont plus fortes que les tabous politiques, la convergence des volontés politiques reste la condition sine qua non pour relancer l'UMA.

Mots clés

UMA, coopération régionale, intégration économique, litiges territoriaux.

Sans remonter loin dans l'histoire de la construction maghrébine qui reste un idéal à concrétiser, transcendant les frontières étatiques pour bâtir « le grand Maghreb uni », tel que le voulaient les nationalistes maghrébins dès la réunion de Tanger en 1958 entre les chefs des mouvements nationaux, exprimer en terme de solidarité contre la domination étrangère, l'Union du Maghreb arabe a été créée formellement par le traité de Marrakech du 17 février 1989. Dès lors, une cinquantaine de conventions furent signées dans divers domaines du partenariat, des manifestations scientifiques et

culturelles sont organisées çà et là, et des visites de travail élargies au niveau diplomatique ont suivi, mais l'UMA demeure en panne depuis bientôt une vingtaine d'années.

Aujourd'hui, il semble que la donne est en train de changer à la faveur des événements qui ont secoué la région et les développements intervenus au niveau politique, suite à de fortes contestations des pouvoirs en place. Le débat sur la question de l'unité maghrébine en termes politique, économique et social dans la perspective de réalisation d'un ensemble intégré est relancé. Le Maghreb serait-il alors à la croisée des chemins face au nouveau paradigme politique en œuvre dans la région, susceptible de dépasser la conception classique de la vision institutionnelle de construction de l'unité maghrébine en s'acheminant vers une nouvelle conception de construction de l'espace maghrébin à partir d'une volonté politique commune en faveur d'une intégration économique, faisant fi des problèmes en suspens. C'est dans ce sens qu'il faudra travailler, à partir de ce qui peut unir les Etats du Maghreb, puisque les possibilités existent, même s'il y a encore des obstacles pour s'attendre à ce qu'il y ait des changements.

Face aux attentes légitimes, les écueils restent très importants sur la voie d'un nouveau Maghreb, mais des lueurs d'espoir apparaissent avec la mise en place de nouveaux gouvernements en Tunisie, au Maroc, à l'automne 2011, ainsi que l'établissement d'un conseil national de transition en Libye, permettent aux pays du Maghreb de reprendre le dialogue à cinq. La décision de réunir à nouveau les Ministres des Affaires étrangères a donné lieu à des échanges de haut niveau. Toutes ces consultations permettant de fonder l'espoir sur une relance de la dynamique régionale, et l'Union du Maghreb arabe en tant qu'organisation subrégionale ne saurait rester insensible au nouveau contexte géopolitique.

C'est à la lumière des consultations engagées qui se situent à un haut niveau, et à partir des changements qui ont eu lieu, que nous allons voir si toutes les évolutions remarquées travaillent à une normalisation des relations maghrébines.

I - Le Maghreb comme aspiration intégrationniste post-coloniale

L'idée de l'unité magrébine est ancienne, elle se réfère au partage en commun d'une langue, d'une religion, d'épisodes historiques et d'un même environnement géographique qui ont donné naissance à l'identité magrébine présente, dans chacun des pays de la région depuis des siècles sous forme de question, de revendication, de discours et d'appel.

1. Espoir et optimisme chez les peuples maghrébins

Le lancement de l'initiative unioniste, rendue possible grâce à la convergence de facteurs internes et externes a tout d'abord, engendré de grands espoirs et une vague d'optimisme tant chez les peuples maghrébins qu'aux yeux de la Communauté internationale. Mais en dépit de l'enthousiasme initial, les faiblesses intérieures du processus sont apparues, tandis que les forces centrifuges ont prévalu. Vingt quatre ans après la signature du traité constitutif, l'Union du Maghreb Arabe s'est révélée un appareil bureaucratique vide de tout contenu réel et le projet d'intégration demeure bloqué, notamment depuis le gel de ses activités fin 1994⁽¹⁾. Dès lors, l'UMA vit davantage dans la fiction que dans la réalité. Très peu de progrès ont été enregistrés durant les années d'existence de cet ensemble.

Au demeurant, la construction du Maghreb connaît des difficultés dues essentiellement à la confrontation des nationalismes d'Etats, et reste fondée sur de sérieuses divergences politiques. Mais sur un autre plan, des tentatives d'harmonisation économique ont été esquissées avec la création en 1964 du Comité permanent consultatif maghrébin (CPCM) qui constitue sans doute l'expérience la plus intéressante d'une ébauche d'intégration réelle. Le CPCM avait pour mission générale d'étudier l'ensemble des problèmes afférents à la coopération économique dans le Maghreb, de proposer au Conseil des Ministres toutes mesures de nature à renforcer cette coopération et à réaliser la construction de la Communauté économique maghrébine. Considéré comme la cheville ouvrière de l'intégration économique du Maghreb, le comité reste, néanmoins, un organe consultatif et technique qui n'est pas habilité à prendre

des mesures engageant les pays membres. Le CPCPM s'était fixé la réalisation de trois tâches primordiales :

1/ développer les échanges horizontaux par l'harmonisation des politiques douanières.

2/ harmoniser les politiques des pays membres dans les domaines de l'industrie, des mines, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

3/ coordonner les positions des différents pays à l'égard de l'Europe.

Malheureusement, aucun de ces objectifs ne sera atteint. Le CPCPM tient sa dernière session en mai 1975 et son bilan peut paraître décevant. Cette expérience maghrébine à travers le CPCPM révèle assez nettement, à la lumière des résultats obtenus, que la réussite de l'entreprise de construction maghrébine ne dépend pas uniquement de simples aménagements institutionnels ni d'utilisation de procédures juridiques plus efficaces. Le pragmatisme délibéré des institutions maghrébines, tout autant que la relative portée des engagements interétatiques nous poussent à croire que derrière cette flexibilité institutionnelle se cache sinon un refus politique plus ou moins avoué d'œuvrer pour l'unité du moins un désaccord profond sur la signification de cette unité. Toutefois, le CPCPM a été le « laboratoire économique » du grand Maghreb et l'UMA n'a pu que tirer profit de l'expérience accumulée au cours des douze années de son existence. Dans sa vision de construction du Maghreb, le CPCPM avait pour objectif de faciliter la libre circulation des biens et des personnes, de réaliser l'intégration économique, et de poser les repères d'une politique commune vis-à-vis de l'ensemble européen. Ainsi, ce n'est pas les peuples maghrébins qui renâclent à construire réellement cette entité. Bien au contraire. En plus de ce désir des peuples pour ce projet sur lequel ils ont fondé tous les espoirs, il ya aujourd'hui les défis à relever qu'impose la mondialisation de l'économie et qui devraient amener les responsables maghrébins à plus de perspicacité. Malheureusement, le CPCPM sombra dans l'oubli pour des raisons tout à fait claires, de différenciation de problématique de développement des Etats⁽²⁾. Ainsi, la coopération multilatérale maghrébine est restée peu fructueuse compte tenu de la fragilité juridique de l'édifice institutionnel mis en oeuvre pour l'application et le respect des accords.

Cette première phase de construction du Maghreb qui avait suscité tant d'espoirs et d'optimisme est restée une œuvre inachevée, qui ne sera reprise qu'en 1989 lorsque les dirigeants maghrébins signèrent le traité de Marrakech, le 17 février de la même année, instituant l'Union du Maghreb Arabe, censée renouveler l'espoir des peuples de la région pour la construction d'une réelle union. Mais le travail accompli par cette institution est resté bien en deçà des objectifs formulés et a conduit à un désenchantement à la suite de l'arrêt des activités de l'UMA.

2. Le désenchantement après 1989

Le traité de Marrakech dans son préambule rappelle très justement que les peuples du Maghreb sont liés par une « communauté d'histoire, de religion et de langue » et ont des « aspirations profondes et fermes pour l'établissement d'une Union ». Quatre objectifs principaux ont été fixés à l'Union :

- 1/ la consolidation des rapports de fraternité qui lient les Etats membres et leurs peuples.
- 2 / la réalisation du progrès et du bien être de leurs peuples et la défense de leurs droits.
- 3 /la réalisation progressive de la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux entre les Etats membres.
- 4/ l'adoption des politiques d'union dans tous les domaines.

Dans le domaine économique, l'Union vise à assurer le développement industriel, agricole et commercial des Etats membres. L'article 3 du traité de Marrakech mentionne aussi la mise en œuvre d'autres objectifs comme la réalisation de la concorde, l'établissement d'une coopération diplomatique, sur le plan de la défense, la sauvegarde de l'indépendance de chacun des Etats membres, sur le plan économique et sur le plan culturel. Tous ces objectifs s'inscrivent dans une démarche unioniste que les peuples sont prêts à supporter, parce qu'ils correspondent à leur aspiration. L'Union s'est dotée également d'un certain nombre d'institutions pour la mise en œuvre des

objectifs fixés. Il s'agit de la présidence du conseil, un Conseil des ministres des Affaires étrangères, plus des commissions ministérielles spécialisées et son secrétariat général permanent. D'autres organes furent aussi créés: un conseil consultatif et une instance judiciaire. Voilà, l'ensemble de l'édifice est là, et l'Union du Maghreb Arabe n'attend plus que d'être relancée. Mais hélas, les dirigeants maghrébins n'ont plus tenu de sommet depuis 1994, date à laquelle la frontière algéro-marocaine a été fermée, alors que l'article 5 du traité de Marrakech stipule expressément que, « le Conseil présidentiel de l'Union tient des sessions ordinaires une fois par an. Toutefois, le conseil peut tenir des sessions extraordinaires chaque fois que cela est nécessaire ». Cela n'a pas eu lieu.

L'Union du Maghreb existe depuis un certain nombre d'années et n'a aucun bilan à présenter. Bien triste record dans un contexte mondial fortement marqué par les regroupements régionaux, un peu partout dans le monde, de l'Europe voisine à l'Amérique latine, en passant par les pays du Golfe et terminant plus près de nous en Afrique sub-saharienne⁽³⁾. Mieux encore, cette nouvelle dynamique mondiale a fait prendre conscience aux uns et aux autres des dirigeants maghrébins de l'impérieuse nécessité de la redynamisation de l'UMA qui est avant tout un choix stratégique. Mais l'handicap majeur est politique, d'autant plus que l'acte fondateur de l'union complique les choses, notamment en son article 6, lorsqu'il stipule que « seul le Conseil de la présidence de l'UMA a le droit de prendre des décisions à l'unanimité ». C'est bien là, le revers du grand Maghreb, car chaque Etat membre de l'Union disposant d'un pouvoir de décision déterminant, un seul Etat peut mettre en échec n'importe quelle décision. N'ayant le pouvoir de prendre des décisions positives que lorsqu'ils parviennent à un accord unanime. Sur le plan de la définition de la relation politique interétatique maghrébine, la logique de la souveraineté se déploie dans toute sa rigueur, et il n'existe pas de mécanisme modérateur ou conciliateur entre les politiques arrêtées par chacun des chefs d'Etats.

Depuis 1994, les blocages s'accumulent, en cause, non seulement le problème du Sahara occidental, mais également les crispations politiques bilatérales entre les pays de la région. Plusieurs crises politiques, quelques désaccords frontaliers, mais surtout un obstacle de taille: la fermeture de la frontière terrestre entre l'Algérie et le Maroc depuis bientôt vingt ans. Les rapports entre les deux pays ont été beaucoup plus tendus, et jusqu'à ce jour, leurs litiges territoriaux n'ont pu trouver un règlement définitif. C'est ce qui a favorisé le développement d'un « trafic transfrontalier » au grand mécontentement des dirigeants politiques des deux pays, réduits malgré tout, à l'impuissance devant cet état de fait auquel ils ne peuvent rien changer.

Au niveau économique, le commerce intermaghrébin représente moins de 3% du commerce extérieur global de chacun des pays, alors que l'Union européenne concentre 70% de leurs échanges. La banque maghrébine pour l'investissement et le commerce extérieur (BMICE), dont le siège est à Tunis, n'a toujours pas été mise en service. Les pays de l'Union du Maghreb Arabe sont en rupture économique si profonde qu'ils ne parviennent pas à s'entendre pour regrouper des programmes communs d'importation de biens, de marchandises ou de services, pourtant une pratique commerciale très profitable pour eux. Bien plus grave encore, après le politique et l'économique, le non Maghreb commence à déteindre, entraînant un désenchantement des opinions publiques. Les populations maghrébines qui, hier, étaient solidaires et engagées, se méfient de nos jours les unes des autres, car elles ont le sentiment que l'espoir qu'elles avaient s'est émoussé au fil du temps avec la non-réalisation de leurs aspirations. L'espace privilégié qu'était le Maghreb recule de plus en plus dans les esprits.

Aujourd'hui, l'Union du Maghreb Arabe a-t-elle toujours une raison d'être ? Est-elle inévitable dans la mesure où les pays ont des frontières et des cultures communes ? Les changements affectant le monde arabe et la nouvelle donne politique post-soulèvement au Maghreb peuvent-ils relancer l'UMA ?

II. Le nouveau contexte géopolitique au Maghreb et les perspectives de relance de l'UMA

Le processus de construction de l'UMA occupe de nouveau le devant de la scène politique et médiatique à la faveur de la détermination affichée par les hauts responsables des pays maghrébins à consacrer cet ensemble régional dans toutes ses dimensions.

1. Le printemps arabe est-il un facteur de changement ?

Les Changements intervenus ces derniers temps dans le monde arabe auquel appartient le Maghreb ont entraîné des mutations politico-socio-économiques, notamment en Tunisie et en Libye, deux pays de cette sphère qui ont vu leur régime chuter à cause du manque de libertés individuelles et publiques, du chômage, de la misère ainsi qu'un besoin de démocratie qui ne sont pas une simple façade. Les rivalités pourraient mener à une redistribution des cartes dans la zone, avec des conséquences géopolitiques, sociales et économiques majeures.

Les pays arabes sont plongés dans une transition qui n'est nulle part facile. Cette vague de bouleversements profonds initiés par le « printemps arabe » qui rouvre le champ des possibles au Maghreb dont les effets perdurent et dont il est encore prématuré de dresser un bilan⁽⁴⁾. Néanmoins, l'élan démocratique que connaît le Sud de la Méditerranée combiné aux urgences dictées par la conjoncture fait qu'il est pertinent de s'interroger sur la réponse à apporter aux défis économiques que doit relever la région, notamment par le biais de la réactivation de l'Union du Maghreb Arabe. Il est aujourd'hui important que les pays maghrébins doivent se mettre en situation d'assurer une stabilité pérenne afin de mobiliser les investissements et les financements nécessaires à la relance de leurs machines économiques et au rétablissement de leurs équilibres fondamentaux. L'enjeu de la région du Maghreb est en réalité de générer de la croissance, de lutter contre le chômage, notamment celui des jeunes et de répondre aux fortes attentes sociales afin de produire une dynamique de confiance permettant aux différents pays de s'engager à

nouveau sur les chemins de l'émergence qu'ils ambitionnaient d'emprunter dès 1989 avec la création de l'UMA. Et c'est en connaissance de cause, que les chefs de la diplomatie de l'Algérie et du Maroc ont estimé qu'il « est urgent de réunir le Conseil des Ministres des Affaires étrangères de l'UMA pour procéder, entre autre, à l'évaluation de la situation dans la région et dégager les perspectives de la coopération et de l'intégration maghrébine »⁽⁵⁾.

Au plan politique, les deux pays les plus peuplés du Maghreb, l'Algérie et le Maroc, ont engagé en interne, des réformes contrôlées pour signifier la « stabilité » qui existe chez eux, et pour expliquer qu'ils ne connaissent pas de bouleversements spectaculaires. A cet effet, le Ministre algérien des Affaires étrangères a déclaré dans une interview à la suite de l'arrivée d'un gouvernement issu du parti justice et développement dans le Royaume Chérifien que « notre relation avec le Maroc transcende largement la conjoncture que traverse la région. Notre relation avec le Maroc est le fondement même de notre politique horizontale et stratégique, même si les problèmes de ces dernières années ont ralenti la coopération entre nos deux pays »⁽⁶⁾. Il a également rappelé les progrès réalisés dans le but de normaliser les relations entre les deux pays et « l'accord conclu il y a une année au plus haut niveau politique entre l'Algérie et le Maroc a relancé une nouvelle coopération bilatérale très large »⁽⁷⁾. Cela veut dire qu'il y a une volonté d'amorcer une relance solide et transparente dans l'intérêt des deux peuples. C'est que l'intégration régionale est devenue une nécessité selon le Ministre algérien des Affaires étrangères qui a justifié le retard qu'accuse le processus d'intégration en ces mots : « peut-être à cause de la divergence des politiques économiques ou autres... » Il en a été de même avec la Tunisie. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il y a eu rapprochement entre les régimes politiques suite aux évolutions de la région. Cette nouvelle vision est confortée par la réaffirmation, depuis Tunis, le 14 janvier 2013, par le Président algérien qui avait mis l'accent sur la détermination de l'Algérie à « poursuivre dans le strict respect de la légalité internationale les efforts de relance et de changement afin de faire de notre région un espace où régneront stabilité, coopération est prospérité ». Le chef de l'Etat a poursuivi en disant :

« nous saluons les étapes franchies par la démocratie dans notre grand Maghreb tout en étant convaincu qu'elles sont susceptibles d'ouvrir la voie dans la relance de l'édification de l'Union maghrébine »⁽⁸⁾.

Les prémices de la relance ont été en outre, mises en relief par la réactivation des relations algéro-marocaines perceptibles à travers la multiplication des visites à Alger et Rabat de nombreuses délégations de haut niveau des deux pays. Ce qui signifie, d'après nombre d'observateurs, que la relance de l'UMA ne peut être effective sans passer par « l'incontournable redynamisation » de la coopération multisectorielle entre l'Algérie et le Maroc et que la qualité des relations entre eux représente le « socle » autour duquel s'articule l'édification de l'ensemble maghrébin.

De son côté, le Maroc, par la voix du Roi Mohamed VI, a également souhaité la création d'un « nouvel ordre maghrébin qui tienne compte des changements intervenus en Libye et en Tunisie ». Le contexte s'y prête et les concertations se sont accélérées entre les pays du Maghreb pour rapprocher les points de vue et baliser le terrain. D'ores et déjà, Rabat et Alger ont entamé un rapprochement sans pour autant aboutir à un accord sur l'ouverture de leurs frontières terrestres, ni sur le contentieux autour du Sahara occidental. S'agissant de ce différend, le Ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération a été très clair lors d'une déclaration à la presse en février 2012 : « cette question est traitée au niveau du Conseil de sécurité des Nations Unies sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU et son envoyé personnel et elle ne doit pas conditionner les relations entre le Maroc et l'Algérie ou constituer un obstacle à une coopération fructueuse entre les deux pays »⁽⁹⁾.

A ce propos, le Président tunisien, évoquant ce conflit vieux de trente cinq ans, estime que, « quand vous avez un problème que vous ne pouvez surmonter, il faut le contourner et le mettre entre parenthèses ». Ce point de vue semble être accepté par Alger et Rabat qui souhaitent se concentrer sur les réalisations économiques et développer la coopération avec les autres pays maghrébins. Le Maroc a souligné, dans ce sens, la nécessité de dépasser les obstacles au développement des relations politiques et économiques à tous

les niveaux. Cela constitue pour le Ministre marocain des affaires étrangères la « priorité des priorités » pour son pays⁽¹⁰⁾. Il avait également précisé que les canaux de dialogue « transparent » seront ouverts entre les deux pays concernant les « points de divergences », par le biais de la tenue de réunions périodiques d'évaluation de la coopération dans le cadre d'un mécanisme de suivi au niveau des deux gouvernements, tout en impulsant, parallèlement, la réactivation de la Haute Commission de coopération algéro-marocaine qui n'a plus tenu de réunions depuis dix sept ans.

Dans les autres pays, les dirigeants maghrébins: libyens, tunisiens et mauritaniens ont également affiché leur disponibilité entière à s'inscrire dans une nouvelle dynamique visant à soutenir la construction de l'Union du Maghreb Arabe. Ainsi, la relance de l'UMA constitue de fait une préoccupation majeure des dirigeants, compte tenu des avantages multisectoriels que peuvent en tirer les pays de la région. La rencontre des Ministres maghrébins des Affaires étrangères en février 2012 à Rabat, participe de cet objectif, d'autant que l'ordre du jour de la réunion a porté sur l'examen des mécanismes à mettre en œuvre pour assurer une renaissance « pleine et entière » à l'Union.

Aujourd'hui, grâce aux rencontres de haut niveau entre les dirigeants maghrébins et leurs déclarations d'intention, il y a un espoir que les cinq pays du Maghreb, et surtout les deux pays : l'Algérie et le Maroc, s'inscrivent dans la dynamique régionale pour tenter de dépasser les clivages, les malentendus et les divergences pour sortir des chemins bloqués. Le printemps arabe a aussi interpellé les habitants du Maghreb sur la manière dont ils vivent, mais de là à ce qu'ils poussent les décideurs à opérer des changements géopolitiques, c'est une autre question. Néanmoins, il reviendrait aux peuples du Maghreb, dans le cadre de leurs mouvements et leurs organisations de faire renaître l'Union du Maghreb Arabe, en exerçant une pression plus forte sur les classes politiques pour faire avancer les choses. Mais les efforts de relance se heurtent encore à de nombreux obstacles, et à chaque fois que le projet semble sur le point de voir le jour, les dirigeants du Maghreb tirent sur le frein. C'est dire qu'il y a autant d'incertitudes pour la redynamisation de l'UMA.

2. Les incertitudes autour de la redynamisation de l'Union du Maghreb Arabe

Il semble pour le moment peu probable que l'Union du Maghreb aboutirait à une intégration économique de la région. Il y a certes « des possibilités, mais il y a trop de flou pour s'attendre à ce qu'il y ait des changements »⁽¹¹⁾. Les visites entamées par les dirigeants maghrébins⁽¹²⁾ donnent l'impression qu'il existe une volonté de changement, mais ce n'est pas la première fois qu'il y a de tels mouvements qui sont davantage révélateurs d'une politique des petits pas. « Si l'arrivée du courant islamiste au pouvoir en Tunisie, au Maroc et en Libye est une certitude, on ne peut pas dire autant pour les perspectives de l'UMA dans ce contexte, car il reste encore des inconnus »⁽¹³⁾. La situation en Libye n'est pas claire du fait de l'insécurité qui y règne et qu'à l'interne, le pouvoir est éclaté en autant de bandes armées qui se partagent le territoire en fiefs et qui refusent toute forme d'autorité centrale. En Tunisie, qui après deux années d'exercice du pouvoir par la Troïka, le pays ne semble pas trouver ses marques. Les politiques menées jusque-là ont produit l'impasse dans laquelle s'est trouvée la Tunisie post-Ben Ali, en proie à une très grave crise économique et sociale, accentuée par la montée spectaculaire d'une demande sociale « libérée de la peur » et aux besoins incommensurables.

Au Maroc, on se demande si le parti Justice et développement au pouvoir a pu changer la donne en s'attaquant aux problèmes réels du développement économique et social de la population. Et il reste encore beaucoup de problèmes à régler, la question du Sahara occidental, la réouverture de la frontière algéro-marocaine et sous quelles conditions. Si aujourd'hui on est dans une nouvelle configuration politique, ce n'est certes pas le caractère islamiste ou pas de ceux qui se trouvent aux affaires dans certains pays du Maghreb qui va modifier fondamentalement la question. Les contraintes géopolitiques dépassent largement les références idéologiques. Il s'agit de savoir si les nouvelles équipes au pouvoir « ont plus de volonté politique indépendamment de leur affiliation idéologique à tenter de se rapprocher avec leurs voisins pour construire un certain nombre de projets communs »⁽¹⁴⁾.

Or, personne ne peut répondre à cette question parce qu'on est encore dans des problèmes de transition.

On voit bien dans les faits, que le discours ambiant reste de circonstance et que les enjeux restent nationaux, avant d'être ceux d'un ensemble en voie de construction. C'est dire qu'il y a autant d'incertitudes qui laissent planer le doute, et penser que les solutions politiques aux stagnations de l'UMA devront encore attendre, reléguant au second plan l'objectif d'une intégration économique. Car bien loin des discours officiels, la réalité est toute autre. Tout récemment, dans le message au 3ème Sommet arabe de développement économique et social à Ryad, en Arabie Saoudite, le Roi Mohamed VI a regretté le statu quo au Maghreb en soulignant que « nous ne pouvons que regretter à nouveau de voir que l'Union maghrébine ne s'acquitte pas de son rôle naturel qui lui incombe de promouvoir un développement commun des Etats maghrébins, notamment en garantissant la libre circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services »⁽¹⁵⁾.

Pour le moment, les Etats du Maghreb continuent de croire à leur propre développement, car le Maghreb est la seule région au monde qui ne connaît pas de construction régionale et où le commerce intra-maghrébin est insignifiant. Forts de leurs propres atouts économiques, l'énergie pour l'Algérie et la Libye, l'agriculture et le phosphate pour le Maroc, le tourisme et les services pour la Tunisie, les pays du Maghreb semblent bien s'accommoder de l'absence d'un marché commun. Mais l'intégration est néanmoins nécessaire au vu des pertes considérables pour les pays en terme de croissance. En effet, pour la Banque mondiale, le non-Maghreb coûte à la région un à deux points de croissance. L'intégration maghrébine pourrait accroître le PIB réel par habitant en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Les bénéfices de cette union économique, dictés par les exigences du contexte actuel, seraient en effet déterminants pour conforter les différents processus de transition des pays du Maghreb et garantir davantage de sérénité à leur ancrage démocratique. Un marché intégré dans la région attirerait beaucoup plus les investissements directs étrangers que les pays pris individuellement. Lors des travaux de la conférence sur l'intégration économique maghrébine à Nouakchott⁽¹⁶⁾, Christine Lagarde, directrice générale du FMI, soulignait « qu'une meilleure intégration permettra de développer plus de croissance, d'avoir une capacité

d'offre mieux coordonnée, en particulier pour les investissements directs étrangers et permettra de se concentrer de manière stratégique sur les secteurs créateurs d'emplois »⁽¹⁷⁾.

Une autre approche pourrait être engagée pour booster de nouveau l'Union du Maghreb, c'est le recours à l'approche sectorielle pour relancer la dynamique de l'Union. Cette démarche est suivie actuellement par l'Algérie et le Maroc pour dépasser leurs différends. C'est dire que les options existent, aux dirigeants de les prendre à bras le corps.

Par ailleurs, un Maghreb uni constituerait un rempart contre l'insécurité dans la région et un levier de croissance. Les évènements en cours au Sahel en général et au Mali en particulier, ont démontré plus que jamais que la coopération régionale est un impératif *inexorable* pour faire face à toutes sortes de menaces. La normalisation des relations algéro-marocaines est une condition sine qua non pour l'édification de l'Union du Maghreb Arabe. Il serait en effet impossible de concevoir le lancement de l'UMA sans que ne soient levés tous les obstacles qui rendront concrets les objectifs assignés à cette institution qui représente un espace économique régional de 100 millions d'habitants. Ainsi, la délicate question de la réouverture de la frontière terrestre entre l'Algérie et le Maroc, ne devrait pas être, selon les dires du Ministre algérien des affaires étrangères, « l'arbre qui cache la forêt »⁽¹⁸⁾, signifiant par là, que la fermeture de la frontière n'a pas été une simple formalité administrative, et que les contentieux sont nombreux. Il va falloir donc régler tous les dossiers en suspens, pour retrouver une sérénité dans le dialogue et la concertation. Des solutions de compromis sont possibles à l'instar de l'Europe, au lieu de mettre en avant les aspects politiques, il faut mettre en avant les intérêts économiques. Car, les considérations économiques sont plus fortes et l'emporteraient certainement sur les tabous politiques pour préparer la construction d'un ensemble maghrébin à partir de la réalité et de facteurs essentiellement économiques.

Conclusion

La construction de l'Union du Maghreb Arabe est aujourd'hui une exigence imposée par le contexte international marqué par les crises financières et économiques à répétition, notamment celles qui sévissent chez les Européens, partenaires stratégiques du Maghreb. Compte tenu des leçons du passé, l'heure est à l'engagement pour lever tous les obstacles à une normalisation des relations entre tous les pays maghrébins qui doivent retrouver rapidement une stabilité pérenne pour attirer les investissements et les financements nécessaires à toute relance économique. La résolution des conflits en est une autre priorité, car les différends, notamment territoriaux pèsent de tout leur poids sur la perception de la menace de part et d'autre, d'autant plus que la réalité de la région est encore sujette à des mutations profondes. Les chances de succès de l'unité maghrébine ne dépendent en dernier ressort que de la convergence des volontés politiques sur une définition commune de l'unité, autrement dit sur sa finalité politique et économique. Mais en dépit des incertitudes qui planent sur l'avenir, il ne fait guère de doute qu'il y aura un avant et un après printemps arabe, mais au-delà des expressions nationales – pacifiques ou violentes – les lendemains de ce « printemps arabe », seront porteurs d'opportunités et le projet d'Union du Maghreb Arabe bénéficiera dans ce contexte d'une opportunité historique pour sortir de la léthargie dans laquelle il se trouve depuis de nombreuses années.

Références

1. C'est à la suite de l'attentat perpétré en 1994 contre l'hôtel Atlas Asni de Marrakech
2. En effet, les projets de développement de chacun des Etats étaient trop différents : les uns parièrent sur le libéralisme, les autres chérissaient le développement autocentré financé par la rente pétrolière.
3. A. Kerdoun, (1998), « Régionalisme et intégration en Afrique. Vers un nouveau regroupement des pays sahélo-sahariens. », Revue Juridique et Politique, n° 1, janv-avril
4. Certains ont déjà tenté un premier bilan. Voir, Bichara Khaderss/ dir, « Le printemps arabe » : un premier bilan », ouvrage collectif, Ed. CETRI/Syllepse, juin 2012
5. Cité par Nadia Kerraz dans du « rêve de l'UMA à l'urgence d'une union », El Moudjahid du 13/02/2013

6. Interview à Roussia El youm, cité par le Soir d'Algérie du 15/12/2011
7. Ibid
8. Propos du président algérien lors de sa visite en Tunisie en janvier 2013 rapportés par de nombreux journaux
9. Déclaration de monsieur le ministre Saadeddine El Othmani, in le Matin.ma du 13 février 2013
10. Déclaration de Monsieur Saadeddine EL Othmani lors de la visite qu'il avait effectuée en Algérie
11. Y. Zoubir, in « Le grand Maghreb est-il possible ? », El Watan économique, 30 janvier-5 février 2012
12. Visite du président Bouteflika en Tunisie lors de la commémoration de la 1^{ère} année de la chute de Ben Ali, ou celle effectuée par le Ministre des Affaires étrangères marocain en Algérie, ou encore la tournée du président Merzouki à travers le Maghreb.
13. Y. Zoubir, op. cit.
14. Didier Billion (IRIS) L'intégration économique otage des contraintes géopolitiques, le grand Maghreb, El Watan, op. Cit.
15. In « 3^{ème} Sommet arabe à Ryad, le 21 janvier 2013
16. Cette conférence s'est tenue du 8 au 9 janvier 2013 dans la capitale mauritanienne
17. Déclaration de Christine Lagarde lors de la conférence à Nouakchott
18. UMA : les limites d'une idée. Le 14/02/2013 sur le site : www.Lce-algerie.com

Bibliographie

- . Badie B. (2012), « Le printemps arabe a révélé l'existence d'un islam hétérogène et composite », Le Monde, 23 janvier.
- . Bichara Khader, (2012), ss/dir. "Le printemps arabe": un premier bilan », Ouvrage collectif Ed. CETRI/Syllepse, juin
- . Bauchar J. (2011), « Révoltes et révolutions arabes : contagion et transition », Moyen-Orient, juillet.
- . Haenni P. (2011), « Le rôle des islamistes dans les révolutions arabes », Esprit, décembre.
- . Lopez B. (2011), « Maroc : une constitution dans la continuité », Afkars-Ideas, automne
- . Martinez L. (2009), « Maghreb : vaincre la peur de la démocratie », Cahier de Chaillot, n° 115
- . Said E. (2011), L'islam dans les médias, Paris, Sindbad-Actes Sud
- . Stora B. (2011, Le 89 arabe : réflexion sur les révolutions en cours, Paris, Stock.
- . LemineKettab, M. (2013) « Impact du printemps arabe sur l'avenir de l'Union maghré-

bine », <http://zawaya.magharebia.com>

. Courrier international Le Monde.fr (2013), « L'Union du Maghreb arabe ? Vingt ans de blocages », 13 février.

. Le Point.fr, (2012), « Après le printemps arabe, l'Union du Maghreb cherche un second souffle », 18 février

. Samir Amin, (2011), « 2011 : Le printemps arabe ? », Mouvements, n° 67

. Ben Nefissa S. (2011), « Révolutions arabes : les angles morts de l'Analyse politique des sociétés de la région », Confluences Méditerranée, n° 77

. Nader V. (2011), « Pour une introduction au forum sur les « printemps arabes », Cultures et Conflits, n° 87

Lavergne M. (2011), « Monde arabe : de la quête de l'unité au destin partagé », Revue internationale et stratégique, n° 83

. Mansouria M. (2012), « Maghreb : révolution inachevée ? », Politique étrangère 1

. Berrada M. (2012), « Le monde arabe face au défi du changement », Tumultes, n° 38-39

. Chena, S.(2012), « Le Maghreb après les indépendances : (re)définition, (re)composition, (re)construction », L'espace politique, 18

. Lamin M. (2012), « Un printemps arabe ? l'émulation protestataire et ses limites », l'Année du Maghreb, (en ligne) VIII

. Le débat juridique au Maghreb. De l'étatisme à l'Etat de droit. Etudes en l'honneur de Ahmed Mahiou, PUBLISUD – IREMAM, 2009

. Oualalou, F. (1996), Après Barcelone, le Maghreb est nécessaire, Casablanca, Toukbal.

. Borondino, M. (1990), Le grand Maghreb. Mythes et réalités, Casablanca, Alif-Editions de la Méditerranée.

. Sid Ahmed, A. (1998), Economie du Maghreb –L'impératif de Barcelone, Paris, Editions du CN